

La société française sous tension

Que restera-t-il de 1995 dans la mémoire des Français ? Entre autres certainement, le soudain revirement des priorités gouvernementales, toute l'ardeur déployée pendant la campagne électorale dans le but d'afficher la volonté du candidat de lutter contre le chômage et l'exclusion, voire de promouvoir une nouvelle société, ayant d'un seul coup été balayée afin, toutes affaires cessantes, de rétablir l'équilibre des comptes de la nation.

Annoncé au lendemain de sa rencontre avec le Chancelier Kohl, ce changement de cap était-il la conséquence de la volonté des deux Chefs d'État de créer au plus vite les conditions nécessaires à l'instauration de la monnaie unique ? On peut en douter après le Sommet de Madrid qui, plutôt que de délibérer sur le fond, adopta essentiellement la décision — hautement symbolique sans nul doute — de transformer l'Ecu en Euro...

Le retour à une stricte orthodoxie financière — priorité s'imposant finalement à toutes nos élites dirigeantes, quelles que soient les idéologies dont elles se réclament — était-il d'ailleurs aussi contradictoire qu'il semblait avec les

priorités sociales affichées lors de la campagne ?

Sans doute pas s'agissant en tout cas des mesures destinées à sauvegarder notre système de protection sociale, à condition toutefois que l'ordonnance ne soit pas administrée avec la brutalité et la maladresse dont a fait preuve le Gouvernement Juppé.

Prises une à une et correctement exposées, les réformes annoncées n'étaient pas absurdes au point de susciter tant de troubles, de tensions et de grèves compromettant l'économie française tout entière. Mettre fin au privilège des régimes spéciaux de retraite en les alignant tout bêtement sur celui du régime général allait bien dans le sens d'une légitime équité ; soumettre les retraités — dont les revenus parfois excèdent ceux des actifs — à une cotisation maladie plus importante répond à un identique souci de justice ; conférer plus de responsabilités au Parlement dans la détermination des dépenses de protection sociale est tout aussi logique, sinon autrement plus démocratique que de laisser à quelques acteurs un pouvoir de tirage illimité sur la collectivité.

La remise en cause des intérêts catégoriels qui en résultait ne pouvait à l'évidence laisser leurs détenteurs indifférents. La véritable question par contre est de savoir pourquoi les Français globalement semblent avoir adhéré, à l'encontre de leurs intérêts, à ces mouvements et si, en conséquence, la trêve des confiseurs aura définitivement mis fin à une vague générale de mécontentement.

Sincèrement, je crois que les Français ont une intelligence trop aiguë de la « crise », une conscience trop vive des vertus limitées de tels ajustements pour ne point être choqués du procédé et sceptiques sur le bénéfice des réformes proposées.

Quatre ans désormais nous séparent de cet horizon hautement symbolique qu'est l'An 2000. Plus que jamais se pose la question de savoir

si nous entrerons dans le III^e millénaire à reculons, tentant toujours en vain de colmater les brèches d'un ordre dépassé ou si, animés d'un autre dessein, tenant compte des opportunités et des contraintes de la période actuelle, nous entreprendrons de bâtir une société nouvelle impliquant des efforts assurément, mais cette fois au profit d'un projet porteur de sens.

*L'avenir n'attend pas. Depuis bien longtemps au sein de *Futuribles* nous répétons que, à système économique et social inchangé, un Français sur trois seulement sera pourvu d'un emploi à l'horizon 2000. Une action vigoureuse s'impose d'urgence avant que le corps social à nouveau s'enflamme, trop conscient de l'impasse dans laquelle nous nous enlisons.*

Hugues de Jouvenel

L'équipe de rédaction de la revue *futuribles*
adresse à ses lecteurs ses meilleurs vœux pour l'année 1996.